

Michel TUCHSCHERER (éd.). *Yémen, passé et présent de l'unité*. Revue du monde musulman et de la Méditerranée, n° 67, éditions Edisud, Aix-en-Provence, 1994. 16 × 24 cm, 186 p.

Le numéro consacré par la *RMMM* à l'unité du Yémen est paru quelques mois avant le conflit qui, de mai à juillet 1994, a paru enterrer pour de bon cette unité. La lecture de ces textes dans « l'après-guerre » amène à relativiser certaines conclusions mais n'amointrit guère la qualité de cet ensemble qui réunit treize experts en affaires yéménites, dont deux Yéménites, sous la houlette de Michel Tuchscherer. À côté de spécialistes aux noms déjà bien établis, il est bon de constater qu'une nouvelle génération apparaît qui explore les nombreuses zones d'ombre subsistant dans notre connaissance et notre compréhension du Yémen.

Les quatre premiers articles, consacrés à l'histoire médiévale et moderne, montrent l'ancienneté des efforts pour unifier un espace yéménite dont les populations manifestent une forte résistance à se soumettre à un pouvoir central hégémonique. D. Varisco met en évidence le caractère exemplaire de la dynastie chaféite des Rasūlides (1229-1454), qui édifia un État respecté, riche des revenus du commerce, de l'agriculture et de l'artisanat qui furent habilement encouragés. À ce rare exemple font contrepoint les contributions de N. Coussonnet et F. Blukacz, qui démontrent le caractère éminemment fragile et instable de la théocratie des imams zaydites, au XIII<sup>e</sup> comme au XVII<sup>e</sup> siècle. Pour cette deuxième période néanmoins, le souverain de la dynastie Qāsimite parvint à prendre le contrôle du Grand Yémen, du Hijāz au Dhofar. Mais le mode de domination de l'imamat, reposant sur d'instables alliances avec les tribus zaydites et l'exploitation forcée des paysanneries des basses-terres et des revenus des ports, ne permit jamais de reproduire le succès des Rasūlides qui avaient édifié un véritable État avec une administration et une armée régulière.

Dans sa contribution sur le juriste Muḥammad b. 'Alī al-Šawkānī (ob. 1834), B. Haykel revient sur les rapports chaféites-zaydites dont la nature plus ou moins conflictuelle est une constante de l'histoire du Yémen depuis que ses hauts plateaux adoptèrent la branche zaydite du chiisme au X<sup>e</sup> siècle et jusqu'à aujourd'hui malgré la disparition de l'imamat en 1962. L'importance de Šawkānī est double. Juge suprême sous trois imams successifs, il élaborait, en recourant fréquemment à l'*iğtihād*, une jurisprudence composite qui facilitait la cohabitation entre Yéménites de toutes sectes à une époque où les sujets chaféites de l'imam étaient plus nombreux que les zaydites, du fait des rébellions tribales contre la dynastie Qāsimite finissante. Après la révolution qui mit en place la République arabe du Yémen (1962-1990), la doctrine de Šawkānī est devenue la référence majeure en matière de législation pour confirmer la fin des différences de sectes mais aussi de statut social. Cette postérité républicaine du juriste dont les idées nourrissent encore de vifs débats, les zaydites orthodoxes le considérant comme un renégat, fait attendre avec impatience la conclusion des recherches de B. Haykel qui prépare une thèse sous la direction de W. Madelung à Oxford.

L'approfondissement et le renouvellement de la connaissance historique du Yémen grâce aux recherches des Yéménites comme des étrangers (M. Tuchscherer coordinateur de la revue

participe lui-même à cet effort <sup>39)</sup> permettront dans un avenir que l'on espère proche d'écrire la synthèse historique qui manque sur ce pays. Au fil des travaux des historiens, on relève aussi un certain nombre de données économiques qui mériteraient également d'être rassemblées et complétées.

Les trois articles de P. Dresch, J. Couland et A. al-Saqqaf traitent chacun du Yémen contemporain. Abandonnant pour une fois le terrain tribal dont il est spécialiste, P. Dresch décrit l'émergence d'un sentiment national yéménite en se référant à E. Renan mais aussi à B. Anderson. L'utilisation délibérée du passé préislamique, l'impact des médias audiovisuels, et des dizaines de journaux parus après l'unité, en passant par l'éducation de masse et l'expérience de l'émigration, loin de dévaluer les identités tribales, confèrent plutôt à chacune d'entre elles « la forme cumulative et moderniste, typique de l'identité nationale ». Comme le tribalisme, le régionalisme naissant sert à exprimer des appartenances communes au moment où les excès d'un pluralisme effervescent s'offrent en spectacle à Sanaa.

Dans l'article qui suit, J. Couland revient sur la genèse de l'unité yéménite du 22 mai 1990 en repérant ses linéaments dès les années 1960. N'hésitant pas à décrire le soulèvement du Radfan contre les colonisateurs anglais comme « la révolution anticoloniale, libératrice, d'octobre 1963 », il met en évidence le caractère bien différent des deux régimes qui se mettent en place au Nord puis au Sud après l'indépendance acquise par les armes en 1967. Plutôt évasif sur la sanglante rivalité qui permet au FLN d'éliminer le FLOSY, J. Couland passe rapidement sur « l'éradication du pouvoir fractionné des notables tribaux » en omettant de préciser le coût humain de cette éradication et le désir de vengeance qu'ont pu nourrir certains Sudistes après de longues années d'exil en Arabie Saoudite entrecoupées de stages en Afghanistan. Les indéniables succès en matière sociale et éducative de « la voie nationale démocratique, à perspective socialiste » au Sud sont opposés à « l'option capitaliste-dépendante » du régime nordiste. Pour les besoins de la démonstration, les élections, auxquelles sont conviés les citoyens de la RAY pour désigner leurs représentants dans le mouvement coopératif dès les années 1970, sont passées sous silence, de même que les conseils catastrophiques des experts soviétiques qui ruinent l'agriculture du Sud, le caractère obsolète des technologies pétrolières, le pillage des ressources halieutiques par les chalutiers étrangers. Ne serait-il pas plus juste de considérer la RPDY comme engagée dans une voie « socialiste-dépendante », ceci étant confirmé par le fait qu'elle ne survit guère à l'interruption de l'aide des pays frères du COMECON ?

Si, pour conclure, l'article met en évidence l'évolution social-démocrate du PSY après l'explosion de violence de janvier 1986, il importe de ne pas négliger la persistance d'un véritable délire sécuritaire chez de nombreux socialistes. Sans cela, on ne comprend pas l'hostilité

39. La thèse de Michel Tuchscherer, édition critique et traduction d'une chronique du règne d'un chérif du 'Asir au XVIII<sup>e</sup> siècle a été partiellement publiée, seule la traduction commentée est donnée, sous le titre : *Imams,*

*Notables et Bédouins du Yémen au XVIII<sup>e</sup> siècle*, IFAO, Le Caire, 1992. Voir à son sujet le C.R. de Ch. Robin, dans *Bulletin critique*, n° 11 (1994), p. 151-155.

à l'unité qui se manifeste chez certains, les tentatives de fusionner le CGP et le PSY pour mettre fin au pluralisme, et surtout les menées sécessionnistes dont on ne peut nier la réalité à partir du début de 1994. Cela ne justifie guère l'agression militaire de juin 1994, mais interdit par ailleurs les présentations manichéennes.

Principal intellectuel indépendant du Yémen, républicain et unioniste de toujours, Abu Bakr al-Saqqaf fait un constat très lucide des « problèmes de l'unité yéménite ». Impitoyable dans son jugement sur les gouvernants des régimes précédents, « l'économie du Sud souffrait de tous les vices d'une économie dirigée qui avait été imposée sans qu'on eût tenu aucun compte des conditions objectives du pays et des structures héritées de l'époque coloniale », et au sujet du parti unique de la RAY, le Congrès général populaire : « Il se situait au sommet de la hiérarchie sociale. L'argent en était le moteur et la force principale », al-Saqqaf montre la difficulté qu'il y avait à établir une démocratie octroyée par deux partis sans aucune expérience en ce domaine. À l'inverse de P. Dresch, il montre le caractère nocif du tribalisme, dont les méthodes prévalent dans l'État alors que « la majorité des habitants du Yémen n'appartiennent pas à des tribus » (il est à noter que le président Ali Abdallah Saleh prétend exactement le contraire). Plus loin, il évoque « certains anthropologues occidentaux (qui) exagèrent considérablement en faisant de la coutume tribale une base de dialogue démocratique ».

Dénonçant ensuite les ravages du qât, al-Saqqaf ne néglige pas non plus la véritable régression législative dont sont victimes les femmes yéménites après l'adoption d'un code de statut personnel rétrograde qui, entre autres, rétablit la polygamie au Sud. Sur l'essor de l'islamisme dans la société yéménite il a ce jugement lapidaire : « Le recours au discours religieux (...) est un signe de la faiblesse de la pensée politique actuelle. » Les progrès accomplis dans la démocratisation, tenue des élections, pluralisme de la presse, sont contrastés avec diverses menaces telles que le projet de fusion entre PSY et CGP ou les réformes constitutionnelles destinées à renforcer l'exécutif alors que la décentralisation se révèle de plus en plus nécessaire pour améliorer l'administration du pays.

Les deux articles suivants dressent des tableaux détaillés de l'économie et du marché du travail. B. Destremeau montre que le pays ne pourra se passer d'une réforme économique toujours annoncée mais jamais mise en œuvre; le retour de nombreux émigrés, la réduction de l'aide étrangère et les déceptions enregistrées en matière pétrolière font obligation au gouvernement de réduire le train de vie d'un pays dont on a du mal à croire qu'il appartient à la catégorie des pays les moins avancés au vu des habitudes de consommation observables dans les villes. Des nombreuses données démographiques fournies par Muhammad al-Maytami on retiendra que la population des 0-14 ans constitue 52,5 % du total, résultat d'un taux de fécondité de 8,6 enfants par femme, l'un des taux les plus élevés du monde. Les données du recensement tenu en janvier 1995 confirmeront sans doute ces chiffres qui laissent augurer un avenir très difficile pour ce pays dont les capacités scolaires sont déjà en dessous des besoins minimaux. En termes politiques, de tels défis rendent illusoirs les espoirs d'une démocratisation rapide dans un contexte qui exigera un pouvoir fort pour gérer les pénuries et frustrations d'une population en pleine transition démographique.

Après le bel exercice d'érudition consacré par F. Mermier aux mythes de fondation d'Aden et Sanaa s'inscrivant dans une géographie sacrée qui puise autant dans le répertoire coranique que dans l'épopée qahtanide, les trois derniers articles illustrent la construction d'une culture ou style national dont on doit remarquer qu'il emprunte largement aux références architecturales et culturelles de la ville de Sanaa ou des régions zaydites environnantes. Un exemple en est l'adoption de plus en plus fréquente par les habitants du Hadramaout des vitraux colorés, d'origine turque d'ailleurs, que l'on retrouve dans les bâtiments construits à travers tout le pays par le ministère des Télécommunications, selon un plan unique d'inspiration sanaani où la pierre est le seul matériau autorisé. Les craintes exprimées, avant-guerre, par certains des auteurs s'en trouvent désormais confirmées : l'unité tiendra parce qu'elle est devenue celle des plus forts dont les méthodes et le style sont consacrés « national ».

Renaud DETALLE

(Centre français d'études yéménites, Sanaa)

Margot BADRAN, *Feminists, Islam and Nation. Gender and the Making of Modern Egypt*. Princeton University Press, Princeton, New Jersey, 1995. 352 p.

Dans cet ouvrage, l'auteur démontre que l'émergence d'une conscience féministe en Égypte, puis la naissance et l'évolution du mouvement féministe égyptien entre la fin du XIX<sup>e</sup> siècle jusqu'à la moitié du XX<sup>e</sup> siècle, est une partie intégrante et indissociable de l'histoire de l'Égypte moderne qui a débuté sous le règne de Mohammed Ali au début du XIX<sup>e</sup> siècle. Cependant ce mouvement a eu sa dynamique propre, une culture de « genre » spécifique à l'Égypte s'est développée à l'intérieur d'une nation moderne en construction et à travers la reconfiguration d'un islam rénové, puisant aux sources nouvelles d'inspiration de la *nahḍa* dont l'objectif était de concilier religion et progrès, religion et individu. Les premières manifestations d'un mouvement féministe conscient résultent de l'action d'une élite féminine issue des classes supérieures et moyennes de la société égyptienne à partir des dernières décennies du XIX<sup>e</sup> siècle. Ce courant de pensée a pris la forme d'une « nouvelle culture de la modernité ». Ce mouvement s'est déroulé en deux étapes. Il se caractérise dans la première phase par des formes de militantisme individuelles et collectives, incluant aussi bien les actions caritatives et philanthropiques que la mise en place de programmes intellectuels de formation et d'enseignement pour les femmes. À partir de 1920, année charnière pour l'Égypte qui fait suite à la première révolution nationale, les luttes des femmes débouchent sur un mouvement organisé et autonome par le biais de la création, à cette date, de l'EFU (*Egyptian Feminist Union*), dont les objectifs furent à la fois politiques et concrets au niveau institutionnel, accompagnant les mouvements et partis nationalistes vers la naissance d'une nation moderne et vers l'indépendance totale de l'Égypte.

Cet ouvrage se propose de présenter le féminisme égyptien de l'intérieur en utilisant des sources et documents diversifiés en provenance des femmes elles-mêmes. Ainsi l'auteur a fondé sa thèse en s'appuyant sur les mémoires, la correspondance, les essais, les discours, les articles